2018_CT2_173

OBJET : Développement économique et emploi - Interventions économiques - Propositions d'actions pour l'élaboration du Contrat de Transition Écologique relatif à la requalification de la centrale à charbon de Gardanne/Meyreuil et conditions de mise en œuvre

Le 15 mai 2018, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, s'est réuni en session ordinaire au Château Saint-Hilaire à Coudoux, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame le Président du Territoire le 4 mai 2018, conformément à l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Étaient Présents : JOISSAINS MASINI Maryse – ALBERT Guy – AMAROUCHE Annie – BACHI Abbassia – BALDO Edouard – BARRET Guy – BONTHOUX Odile – BORELLI Christian – BOUDON Jacques – BOYER Raoul – BRAMOULLÉ Gérard – BUCCI Dominique – CALAFAT Roxane – CANAL Jean-Louis – CASTRONOVO Lucien-Alexandre – CESARI Martine – CHARRIN Philippe – CHAZEAU Maurice – CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle – CORNO Jean-François – CRISTIANI Georges – DAGORNE Robert – de SAINTDO Philippe – DELAVET Christian – DI CARO Sylvaine – GACHON Loïc – GARELLA Jean-Brice – GERARD Jacky – GOUIRAND Daniel – HOUEIX Roger – JOISSAINS Sophie – LAFON Henri – LHEN Hélène – MALAUZAT Irène – MANCEL Joël – MARTIN Régis – MEÏ Roger – MENFI Jeannot – MERCIER Arnaud – MERGER Reine – MONDOLONI Jean-Claude – MORBELLI Pascale – PAOLI Stéphane – PELLENC Roger – POLITANO Jean-Jacques – RAMOND Bernard – ROUVIER Catherine – SALOMON Monique – SERRUS Jean-Pierre – SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – SLISSA Monique – TAULAN Francis – TRAINAR Nadia – YDE Marcel

Étai(en)t excusé(es) avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales : ALLIOTTE Sophie donne pouvoir à GACHON Loïc – AMIEL Michel donne pouvoir à SLISSA Monique – AUGÉY Dominique donne pouvoir à DI CARO Sylvaine – BENKACI Moussa donne pouvoir à CHAZEAU Maurice – BOUVET Jean-Pierre donne pouvoir à PAOLI Stéphane – CIOT Jean-David donne pouvoir à CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle – de BUSSCHERE Charlotte donne pouvoir à CASTRONOVO Lucien-Alexandre – DEVESA Brigitte donne pouvoir à BOUDON Jacques – FABRE-AUBRESPY Hervé donne pouvoir à TRAINAR Nadia – FREGEAC Olivier donne pouvoir à BARRET Guy – GOURNES Jean-Pascal donne pouvoir à CRISTIANI Georges – GUINIERI Frédéric donne pouvoir à MANCEL Joël – JOUVE Mireille donne pouvoir à ALBERT Guy – LENFANT Gaëlle donne pouvoir à MORBELLI Pascale – MALLIÉ Richard donne pouvoir à SALOMON Monique – MICHEL Marie-Claude donne pouvoir à MONDOLONI Jean-Claude – NERINI Nathalie donne pouvoir à MENFI Jeannot – PERRIN Jean-Marc donne pouvoir à MALAUZAT Irène – PRIMO Yveline donne pouvoir à MEÏ Roger – RENAUDIN Michel donne pouvoir à BUCCI Dominique – SUSINI Jules donne pouvoir à MERCIER Arnaud – TERME Françoise donne pouvoir à de SAINTO Philippe – ZERKANI-RAYNAL Karima donne pouvoir à BACHI Abbassia

Étai(en)t excusé(es) sans pouvoir : AMEN Mireille – ARDHUIN Philippe – BOULAN Michel – BURLE Christian – FERAUD Jean-Claude – FILIPPI Claude – GALLESE Alexandre – LEGIER Michel – PEREZ Fabien – PIZOT Roger – PROVITINA-JABET Valérie – ROLANDO Christian – TALASSINOS Luc

Secrétaire de séance : Roxane CALAFAT

Monsieur Roger PELLENC donne lecture du rapport ci-joint.

RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX

Développement économique et emploi

Interventions économiques

■ Séance du 15 mai 2018

05_2_16

■ Propositions d'actions pour l'élaboration du Contrat de Transition Écologique relatif à la requalification de la centrale à charbon de Gardanne/Meyreuil et conditions de mise en œuvre

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre du Plan Climat et en cohérence avec les engagements internationaux, le gouvernement a confirmé l'arrêt de la production de l'électricité au charbon sur les 4 sites français dont le site de Gardanne/Meyreuil d'ici 2022.

Une mission interministérielle a été mise en place pour préparer la fermeture de la tranche 5 de la centrale thermique à charbon et pour assurer sa requalification dans le cadre d'un Contrat de transition Écologique (CTE). Début mars, elle est venue rencontrer les élus et acteurs locaux afin de présenter la démarche.

A la suite de cette rencontre, une réunion de concertation entre les élus concernés du territoire a été organisée le 20 mars dernier. Si les élus partagent l'ambition des objectifs de la COP21, ils ont toutefois constaté le choix d'un calendrier de négociation très resserré et le caractère unilatéral de cette décision qui provoquera la fermeture de la tranche 4 dont le fonctionnement est totalement imbriqué et dépendant de la tranche 5. De plus ils soulignent l'absence d'analyse précise et détaillée sur l'impact économique, social et environnemental ainsi que sur le coût de cette mesure.

Néanmoins, face aux enjeux, dans un esprit constructif et en totale conscience des responsabilités qui font jour, les élus du Conseil du Territoire du Pays d'Aix affirment leur volonté d'agir comme force de propositions au sein de la Métropole pour trouver des solutions adaptées et durables en accord avec les maires concernés.

Plusieurs solutions de reconversion doivent être explorées en préservant la filière historique dédiée aux Énergies dans le contexte actuel de déficit énergétique qui touche la Région Sud, l'une des

régions les plus consommatrices d'énergie en France et qui se caractérise par le déficit de sa production qui représente moins de 10 % de ses besoins :

- Le maintien d'une tranche dite « Charbon Propre » utilisant les technologies des centrales thermiques à flamme au charbon supercritique qui atteignent des niveaux de rendement très intéressants et limitent considérablement les émissions de CO₂ grâce à des procédés innovants de capture du CO₂ et de traitement de fumée. Aussi, à l'instar de ce qui a été fait dans d'autres pays tels que le Japon, il serait indispensable d'étudier la transformation du groupe actuel selon ces nouvelles technologies.
Malgré les orientations peu favorables du gouvernement, il est important de ne pas exclure ce type de solutions propices au maintien d'une filière charbon de nouvelle génération.
- La création d'une nouvelle centrale Biomasse couplée au développement de la filière bois.
Au regard d'études en cours pour l'alimentation de la Centrale Biomasse actuelle, il paraît possible d'exploiter les gisements des déchets verts locaux, le potentiel des forêts existantes sur le territoire métropolitain et celles situées dans un rayon raisonnable ainsi que les quelques 35 000t/an arrivant dans les déchèteries. La filière bois en cours de structuration au niveau local devrait permettre de valoriser cette ressource. L'idée de la mise en place d'une scierie et d'une plate-forme de tri du bois sur le site de la centrale Biomasse, associée à un « Pôle Métiers du bois » à proximité aurait du sens en termes de synergies industrielles mutuelles.
- La transformation de la centrale charbon en centrale-turbine à gaz. Outre le fait de nécessiter un fonctionnement en continu et non en pointe (comme c'est le cas actuellement), cette solution consoliderait la tranche Biomasse. De la même façon, il est important de prendre en compte toutes les utilisations qu'offrent aujourd'hui le gaz, notamment sa transformation en hydrogène et méthane selon le procédé Fischer-Tropsch pour en faire du carburant. Des investissements lourds sont à prévoir et offrent des incidences moins prometteuses en termes d'emplois.
- L'implantation sur le site d'un centre de stockage d'électricité s'appuyant sur la technologie de batteries lithium-ion stationnaires afin de compléter et équilibrer la production d'énergie d'origine solaire ou éolienne. EDF, Tesla et d'autres opérateurs internationaux, notamment japonais, agissent dans ce sens et ont déjà annoncé des programmes ambitieux de création de centrales de ce type. Notre région, avec un taux exceptionnel d'ensoleillement dispose d'un atout majeur de développement.
- Le gisement géothermique reconnu de longue date doit être examiné avec attention. Nous disposons en sous-sol d'une énergie importante susceptible de développer une centrale électrique et des applications énergétiques inédites.

D'autres solutions peuvent également être envisagées :

- Le développement de la filière aluminium doit être également étudié. En installant un train laminier, outre le fait de valoriser une filière historique de notre territoire autour de Gardanne et Meyreuil, il permettrait de développer un nouveau secteur orienté vers l'automobile du futur, électrique et plus légère grâce à la fabrication de pièces et d'éléments de carrosserie en aluminium.

Les élus du Pays d'Aix rappellent que quelle que soit l'orientation choisie, la question de l'emploi demeure cruciale et prioritaire. 200 emplois directs et indirects sont directement menacés par cette fermeture. Aussi les élus du Pays d'Aix seront très exigeants pour obtenir des garanties pour le maintien et la création sur place d'emplois adaptés et diversifiés sur le plan de la qualification .

C'est un enjeu majeur pour notre territoire qui a déjà connu la fermeture des mines de charbon en 2003. Ils ont rappelé qu'à cette époque l'État avait mis en oeuvre des moyens exceptionnels en amont de la fermeture notamment en créant le Fonds d'industrialisation des bassins miniers (FIBM). Ce fonds spécial a permis aux TPE et PME de bénéficier à l'époque de plus de 35 millions d'euros d'aides directes représentant la création de plus de 3000 emplois. Le Dispositif d'Amorçage Provençal (DAP) qui en est issu perdure et affiche encore des résultats remarquables aujourd'hui. Depuis son lancement en 2003, le DAP a permis de créer près d'une centaine d'entreprises pour près de 600 emplois.

Face à une situation particulièrement délicate liée à la décision de fermeture et tenant compte des enjeux pour le Territoire du Pays d'Aix, les Elus seront particulièrement vigilants dans la définition et la mise en application des projets de reconversion. A ce titre, ils demandent que le gouvernement produise un document stratégique complet comprenant tous les éléments d'études et de financement de la reconversion du site de Gardanne/Meyreuil tout particulièrement concernant le démantèlement de la tranche 5, la dépollution du site et des investissements nécessaires à la reconversion comme ce fût le cas lors de la fermeture du bassin minier en 2003.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de Territoire demande à avoir accès à toutes les études menées sur ce sujet pour disposer d'une évaluation économique et sociale de la fermeture de la tranche à charbon.

Article 2 :

Sont approuvées les actions proposées par les Elus du Territoire du Pays d'Aix pour la requalification de la Centrale de Gardanne/Meyreuil et confirme la nécessaire prise en compte de ces propositions dans le cadre du dispositif au contrat de Transition Écologique en cours d'élaboration entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'État.

Article 3 :

Le Conseil de Territoire affirme son opposition à la fermeture de la tranche 5 si des moyens financiers exceptionnels de l'État au côté des autres collectivités locales pour accompagner cette mutation ne sont pas mis en œuvre.

OBJET : Développement économique et emploi - Interventions économiques - Propositions d'actions pour l'élaboration du Contrat de Transition Écologique relatif à la requalification de la centrale à charbon de Gardanne/Meyreuil et conditions de mise en œuvre

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ont signé le Président et les membres du Conseil de Territoire présents

Maryse JOISSAINS MASINI

Signé, le **23 MAI 2018**

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20180515-2018_CT2_173-
DE
Date de télétransmission : 25/05/2018
Date de réception préfecture : 25/05/2018